

PAIX ET SÉCURITÉ : DEUX CONCEPTS ANTAGONISTES ?

PAR BERNARD WOOD



Bernard Wood est
Directeur général de l'ICPSI.

J'ÉTAIS EN AUSTRALIE EN AOÛT DERNIER QUAND M. Clark a annoncé mon affectation au poste de Directeur général de l'ICPSI. La réaction perplexée d'un échantillon diversifié d'Australiens face au mandat ambivalent de l'Institut m'a frappé.

Après presque cinq ans, cette association singulière de concepts est devenue familière à la partie de la population canadienne que la chose intéresse, mais elle gêne encore énormément; pour beaucoup, sa plausibilité est encore douteuse. Les perceptions, bien sûr, sont des réalités, et si suffisamment de gens insistent pour s'identifier à une collectivité «pour la paix» ou à un groupe «pour la sécurité», et si les deux entités persistent à se voir comme l'ennemie l'une de l'autre, alors elles seront en conflit.

Pour la plupart des gens (électeurs, citoyens et contribuables), les origines du différend deviennent rapidement mystérieuses. En effet, l'homme de la rue se demande pourquoi, si MM. Reagan et Gorbatchev peuvent commencer à trouver des terrains d'entente, les deux groupes intéressés par le même problème au Canada sont encore à couteaux tirés.

Il n'y a presque plus personne pour nier la réalité ou l'importance historique du nouveau dialogue soviéto-américain, de l'accord modeste mais bien concret de désarmement conclu sur les forces nucléaires à portée inter-médiaire, et des perspectives sérieuses de réduction des arsenaux stratégiques et classiques. Et il y a d'autant plus lieu d'être optimiste que l'Est et l'Ouest ont tous deux reconnu le fardeau économique que ces derniers représentent. Mais on est encore loin du but.

Il existe des personnes qui, en raison de leurs responsabilités, de leurs fonctions et de leur formation, doivent aborder les questions de sécurité internationale en se préoccupant principalement de protéger l'État contre les pires perspectives et de garantir d'abord et avant tout que le pays pourra décourager ou repousser toute attaque susceptible de menacer sa sécurité physique et ses habitants. D'autres abordent le problème à l'inverse : ils recherchent, dans toutes les circonstances, les meilleures perspectives pour désamorcer l'hostilité et réduire les affrontements.

Comme les sondages d'opinion successifs l'ont attesté, la majorité des Canadiens et Canadiennes éprouvent des sentiments ambivalents face à l'état actuel des relations Est-Ouest. Ils sont encore persuadés de la nécessité de posséder des défenses puissantes et de négocier depuis une position de force, mais le ton et la teneur de la campagne que M. Gorbatchev mène pour modérer la Guerre froide les impressionnent également; ils sont disposés à appuyer de vigoureuses initiatives occidentales qui iraient dans le même sens (même celles qui comporteraient certains risques). Les décideurs canadiens sont tiraillés eux aussi, dans leur propre travail, par ces perceptions ambivalentes au sujet des relations Est-Ouest.

QUE PEUT-ON RAISONNABLEMENT ESPÉRER FAIRE POUR FAVORISER une discussion productive sur la «paix» et la «sécurité»? S'il y a conflit entre les deux points de vue opposés, et entre les partisans des deux camps, le public averti et les décideurs les écouteront, mais les excès commis de part et d'autre réduiront les chances pour que s'instaure un dialogue démocratique créateur. En revanche, si l'on prend l'habitude de tenir des échanges polis dans le cadre de tribunes appropriées, le désaccord subsistera à bien des égards, mais on réussira aussi sans doute à définir beaucoup mieux toute une gamme d'options valables à l'intention du public et des décideurs. À la faveur du processus, les meilleurs analystes et avocats des deux groupes antagonistes influenceront probablement davantage sur la politique adoptée en fin de compte que s'ils se cantonnent dans l'isolement le plus parfait.

Des ouvertures intéressantes en matière de limitation des armements et l'amélioration des relations Est-Ouest devraient favoriser l'amorce d'un tel dialogue constructif, bien que l'évolution actuelle de la conjoncture engendre aussi de nouveaux défis déstabilisateurs. Les tribunes sont par ailleurs plus développées que jamais (l'ICPSI est un bon exemple à citer, mais il y en a d'autres). Des membres réfléchis des deux groupes ont appris à connaître les modes de pensée et le langage les uns des autres, et ils ont entrepris des débats techniques et des discussions sur des questions de fond. En outre, les deux collectivités croient désormais utile et nécessaire de parler de concepts de sécurité plus vastes et des nouvelles voies à suivre pour parvenir à la sécurité (la sécurité «commune» ou «mutuelle»).

Il reste encore beaucoup de travail novateur à accomplir pour relever les multiples défis qui concerneront la sécurité à mesure que l'an 2000 approchera. Depuis toujours, le Canada est un fervent partisan de la coopération multilatérale et de la participation fonctionnelle, et il montre par là le type d'ordre et de structures que nécessite l'ère de l'interdépendance mondiale. Les efforts exemplaires qu'il déploie pour combattre la pauvreté dans le tiers-monde et promouvoir le respect des droits de la personne à l'échelle de la planète sont tout aussi éloquents.

La surveillance et la défense de notre territoire et de nos zones maritimes continueront de représenter un immense défi; nos responsabilités en matière de défense collective demeureront éprouvantes, et toutes nos ressources diplomatiques et militaires seront sollicitées pour répondre à une pléthore de nouveaux besoins intéressant le maintien de la paix, le règlement des conflits et la mise en place d'institutions. Sans diluer le concept de sécurité ni sous-estimer le rôle des forces armées, qui demeureront quasi indissociables de ce concept pendant longtemps encore, il s'agira de satisfaire à un nouvel impératif : créer des rapports de sécurité moins antagonistes et éliminer les causes sous-jacentes (politiques, économiques, socio-culturelles et environnementales) de l'hostilité entre les peuples.

AU SUJET DE BON NOMBRE DE CES AUTRES OBSTACLES À la paix et à la sécurité, on constate rapidement que la polarisation et la méfiance mutuelle existant chez les Canadiens et Canadiennes intéressés par le débat sont au moins aussi prononcées que quand il s'agit des relations Est-Ouest. Relativement à des conflits régionaux tels que ceux sévissant au Moyen-Orient, en Amérique centrale et à Chypre, les Canadiens cherchant des moyens d'aider à régler les différends et à réduire les tensions découvrent que certains de leurs efforts les plus impartiaux sont accueillis avec suspicion ou hostilité par ceux et celles favorisant plus particulièrement une partie ou une autre.

Certains conflits se prêtent plus à l'intervention canadienne, d'autres moins; il en existe peu, cependant, dans lesquels notre pays n'ait aucun intérêt, surtout maintenant qu'il siège au Conseil de sécurité de l'ONU. En général, le Canada est l'un des pays du monde qui puissent le mieux prétendre à l'impartialité. La vérité est toutefois la première victime de la guerre, et quiconque tente de s'interposer entre les combattants peut s'attendre à recevoir des coups, peu importe qu'ils soient mérités ou non. Voilà qui nous rappelle froidement que les conflits ne sont pas des parties de plaisir; les motifs de tous ceux qui s'intéressent à un conflit donné seront méticuleusement examinés, et l'on ira même jusqu'à les critiquer vertement.

Il n'est pas nécessaire qu'il y ait antagonisme entre les concepts de «paix» et de «sécurité»; de nombreuses occasions se présentent maintenant d'en poursuivre la réalisation sur des voies convergentes. Mais attention ! Il ne faut jamais espérer éviter tout différend quand on parle de conflits. □